



UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE L'ÉNERGIE • FSM
TRADE UNIONS INTERNATIONAL OF WORKERS IN ENERGY • WFTU
UNION INTERNACIONAL DE LOS SINDICATOS DE TRABAJADORES ENERGETICOS • FSM
МЕЖДУНАРОДНОЕ ОБЪЕДИНЕНИЕ ПРОФСОЮЗОВ ЭНЕРГЕТИКОВ • ВФП



BULLETIN

UL. KOPERNIKA 36/40
00-924 WARSZAWA
POLOGNE
TEL. 26 43 16
TELEX: 81 69 13



La Fédération Nationale de l'Énergie - CGT de France a tenu son 29ème Congrès Fédéral à Mulhouse du 2 au 7 février 1986 en présence de 1200 congressistes et de représentants syndicaux de 36 pays de tous les continents du monde. François Duteil - Secr. Gén. de la FEN et Mieczysław Jurek /à gauche/ respectivement président et secrétaire général de l'UISTE à la tribune du Congrès au cours de la soirée internationale.

S O M M A I R E

ACTIVITE DE L'UISTE	3
Le 29ème Congrès de la Fédération Nationale de l'Energie - CGT de France	3
Réunion du Bureau	6
Conférence consultative annuelle des Secrétariats de la FSM et des UIS	7
RELATIONS BILATERALES	9
Création d'une nouvelle organisation syndicale régionale	9
Echange d'expériences dans le domaine de l'émulation de travail	10
Visite au siège de l'UIS	11
Pologne	11
LUTTES REVENDICATIVES	11
Chili	11
PAIX ET DESARMEMENT	12
Nouvelle initiative pacifique de l'Union Soviétique ..	12
Les espoirs de l'humanité pour un avenir pacifique acquièrent une base solide grâce aux nouvelles propositions soviétiques	12
MESSAGES	13
Message des membres du Bureau de l'UIS à Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique	13
Au sujet de la guerre iraco-iranienne	15
Solidarité avec la DISK de Turquie	15
FAITS DIVERS	16
Mini-centrales, un avenir assuré	16
L'Afrique face aux compagnies pétrolières	17
Pérou	17
DOSSIER	17
Le Syndicat soviétique des travailleurs de l'énergie et sa contribution à l'essor économique national	17

ACTIVITE DE L'UISTE

Le 29ème Congrès de la Fédération Nationale de l'Energie - CGT de France

Sur l'invitation fraternelle de la Fédération Nationale des Syndicats du Personnel des Industries de l'Energie Electrique, Nucléaire et Gazière une délégation de l'UISTE, composée de Mieczyslaw Jurek et Bohumir Bobák, respectivement secrétaire général et secrétaire de l'Union, a pris part au 29e congrès de cette fédération, tenu à Mulhouse du 2 au 7 février 1986.

La délégation de l'UISTE tient à faire partager aux organisations adhérentes et amies ses impressions sur ce remarquable congrès des forces laborieuses du peuple français que représentent les travailleurs de l'énergie dans ce pays hautement développé^x mais que la crise structurelle du système capitaliste n'a pas épargné non plus.

Les travaux du congrès ont eu lieu dans l'immense salle du Parc des Expositions à Mulhouse, en présence de 1200 congressistes - hommes, femmes, jeunes de trois générations - qui sont venus des différentes régions de France et des pays d'outre-mer comme représentants élus des travailleurs syndiqués-CGT dans leurs propres secteurs et établissements professionnels. Parmi eux on notait la présence des dirigeants fédéraux, avec à leur tête François Duteil - secrétaire général de la FNE, Louis Viannet - secrétaire de la CGT, invités du pays. A leur côté, les délégués étrangers représentant 41 organisations amies de 35 pays de tous les continents du monde, y compris celles de l'Organisation Internationale des Mineurs, de la Fédération Africaine des Syndicats des Mineurs et de notre Union.

Dans l'intérêt bien conçu de notre Union nous avons pu contacter de nombreux congressistes de diverses régions de France, ainsi que toutes les délégations étrangères présentes: Algérie, Belgique, Bulgarie, Brésil, Burkina Fasso, Chili, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Equateur, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Guinée, Hongrie, Italie, Ile Maurice, Mali, Maroc, Nigéria, Nicaragua, Pologne, Portugal, RDA, Roumanie, Salvador, Sénégal, Syrie, Togo, URSS, Vietnam, Yougoslavie.

L'importance de cette présence internationale syndicale a trouvé son expression la plus éclatante dans la soirée internationale du congrès tenue le 3 février. Les représentants syndicaux de tous les pays présents ont pris la parole, mettant en valeur les liens syndicaux et humains unissant leurs fédérations respectives à leurs frères et soeurs de classe de France dans la lutte commune pour la défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs de l'énergie et de la paix dans le monde.

^x Production nationale d'électricité /1984/ - 310 TWh. Nucléaire - 59%, hydraulique - 22%, charbon - 14%, fuel - 3%, autres - 2%.

La délégation de l'UISTE a pris également la parole. Nous citons ci-dessous les passages essentiels de son intervention:

"L'objectif clé de notre Union est d'oeuvrer pour la réalisation de l'unité d'action et de l'unité syndicale des travailleurs de l'énergie afin de bâtir une force syndicale unitaire de classe et de masse capable d'affronter l'injustice sociale qu'engendre le système d'exploitation de l'homme par l'homme régnant encore dans la majorité des pays de notre planète. Face à cette injustice, les travailleurs de l'énergie, de par l'importance du rôle qu'ils jouent dans la vie de l'humanité, peuvent et devraient, à travers de leurs organisations syndicales, se situer aux avant-postes du mouvement syndical dans la lutte pour le bien-être, le progrès social et économique, l'indépendance nationale et la paix dans le monde mis en cause par l'impérialisme. Ce dernier, par sa nature rapace et agressive, continue à rechercher et à faire de nouvelles provocations, à envenimer la vie de l'humanité aux fins des profits capitalistes. Les initiatives pacifiques constantes de l'Union Soviétique et des pays de la communauté socialiste, avec en particulier le programme présenté récemment par Mikhaïl Gorbatchev d'un désarmement nucléaire global jusqu'à l'an 2000, ne sont que bénéfiques pour tous les travailleurs et peuples du monde entier.

... Il faut porter l'unité d'action, la coopération, l'amitié et la solidarité internationale syndicale des travailleurs de l'énergie au niveau des besoins qu'imposent les réalités de cette fin de siècle. C'est pourquoi il nous faut agir ensemble, en s'associant à toutes les forces pacifiques et du progrès social existant dans le monde pour assurer la paix et un lendemain digne de l'homme".

La soirée internationale s'est déroulée dans une ambiance de fraternité et de solidarité inoubliable. La solidarité avec le peuple du Nicaragua en lutte pour la défense de son indépendance y a trouvé une expression toute particulière et émouvante. Nous ne doutons pas que l'enthousiasme manifesté par tous les congressistes ainsi que leur volonté de combattre le mal et l'injustice sociale porteront leurs fruits et resteront inscrits sur les pages de l'histoire de la FEN-CGT et de celle de notre Union. Les "so - so - solidarité" entonnés par les congressistes en solidarité avec les orateurs retentirent hautement dans la salle du congrès durant tout le déroulement de cette grande soirée, à contenu patriotique et internationaliste, unitaire et de classe.

Ce fut un événement de grande portée dans l'affermissement des relations syndicales internationales que nous apprécions hautement, car il correspond aux aspirations et objectifs unitaires de notre Union.

La délégation de l'UISTE a cordialement remercié la FEN-CGT de son invitation et de son accueil fraternel, tout en souhaitant aux congressistes un déroulement fructueux de leurs travaux pour la bonne cause des travailleurs de l'énergie et du peuple de France.

Notre délégation a suivi avec une grande attention les travaux du congrès qui ont touché en profondeur aux problèmes les plus vitaux auxquels sont confrontés les travailleurs de l'énergie de France.

Le rapport oral présenté par François Duteil ainsi que les documents d'orientation et d'action ont donné une image vivante de la situation socio-économique dégradante des travailleurs de ces industries clés de France, soumis aux effets nuisibles de la crise du système capitaliste, et ont précisé avec clarté les voies à suivre pour affronter effectivement le mal et faire avancer la juste cause de leurs revendications et aspirations légitimes: pour l'emploi, le pouvoir d'achat, des classifications adaptées aux qualifications et à la technicité, de bonnes conditions de vie et de travail, une qualité supérieure des services publics, une organisation des moyens matériels et humains lui permettant de répondre aux besoins des usagers et du pays, la pleine application du statut national et des droits nouveaux, une politique énergétique au service de la croissance et du progrès social.

Le congrès a abordé tous les problèmes qui sont au coeur de la vie de l'ensemble des travailleurs de l'énergie de France. La discussion générale approfondie, franche et combative de ces problèmes a reflété une conscience de classe élevée des congressistes et a enrichi les orientations à prendre par leur Fédération.

La volonté d'agir solidairement et de s'unir syndicalement sur la voie du progrès social et de la paix pour combattre l'injustice qu'engendre le système capitaliste monopoliste d'Etat et pour faire reculer les visées dangereuses de l'impérialisme ont été l'expression la plus marquante, la plus enseignante et la plus encourageante de ce congrès.

Le congrès a adopté tous les documents présentés par les commissions et a élu les organes dirigeants de la Fédération. Le Secrétariat Fédéral est composé des camarades suivants: François Duteil - secrétaire général, Claude Bonnet - secrétaire général-adjoint, Denis Cohen, Jean-Paul Escoffier, Jacques Lefèvre et Jacqueline Maucourant - secrétaires fédéraux.

Nous souhaitons à tous les élus des organes dirigeants de la Fédération ainsi qu'à tous les congressistes et membres de la Fédération un plein succès personnel et collectif dans l'exercice de leurs responsabilités et l'accomplissement des tâches que leur confiées le 29e congrès de la Fédération CGT de l'Energie forte de ses quatre-vingts ans d'expérience et de lutte pour la bonne cause des travailleurs.

Les travaux de ce congrès et ses résultats seront largement expliqués par notre UIS dans l'intérêt de ses adhérents dans le monde.

Les visites effectuées en Alsace par les délégations étrangères, sur l'invitation des syndicalistes alsaciens, à Mulhouse, Strasbourg, Fessenheim /centrale nucléaire/ au poste de travail d'une équipe de montage des lignes à haute tension, à la fabrique de vin d'Alsace ainsi qu'au camp de concentration de Struthoff où les délégués ont rendu hommage aux martyrs et victimes de la barbarie fasciste ont eu beaucoup d'intérêt et ont été très instructives pour tous les visiteurs. Nous remercions cordialement les hôtes d'avoir organisé ces visites.

REUNION DU BUREAU

La première session du Bureau de l'UISTE s'est tenue à Paris le 8 février 1986.

Elle a entériné les dispositions du groupe d'initiative - dont la réunion avait eu lieu à Varsovie le 12 novembre 1985 et dont la tâche consistait à assurer le fonctionnement de l'UIS après le départ des mineurs pour l'OIM - en fixant la nouvelle composition du Bureau et du Secrétariat, à savoir: François Duteil /France/ - président, Equateur - vice-président, Inde - vice-président, Nigéria - vice-président, Jerzy Kuczynski /Pologne/ - vice-président, Günter Wolf /RDA/ - vice-président, Nikolai Simotchatov /URSS/ - vice-président, Hongrie - président de la Commission du contrôle financier, France - président de la Commission sur les STN, Tchécoslovaquie - président de la commission pour la sécurité et l'hygiène du travail, Bulgarie - président de la Commission de la paix, Mieczyslaw Jurek /Pologne/ - secrétaire général, Bohumir Bobak /Tchécoslovaquie/ - secrétaire, Valery Chestakov /URSS/ - secrétaire.

Le Bureau a discuté et adopté trois projets de base: le plan d'activité pour les années 1986-1988, les Statuts et la Charte des revendications socio-économiques de l'Union Internationale. Ces trois documents seront soumis à la ratification finale par la session du Comité Administratif et la Conférence statutaire qui auront lieu en Tchécoslovaquie les 5 et 6 juin de cette année. La conférence aura également pour tâche d'élire les organes dirigeants de l'UISTE.

Le Bureau a adopté un message au Président des Etats-Unis d'Amérique - Ronald Reagan, l'invitant à donner les suites qui s'imposent à la proposition de Mikhaïl Gorbatchev sur la liquidation complète des armes nucléaires avant l'an 2000.

En conclusion des travaux le Bureau a accepté la demande d'affiliation à l'UISTE du Syndicat général de l'énergie et des services publics de l'Egypte et a décidé de la soumettre à la ratification finale lors de la prochaine session du Comité Administratif et de la Conférence statutaire.

CONFERENCE CONSULTATIVE ANNUELLE DES SECRETARIATS de la FSM et des UIS

Le Secrétariat de l'UISTE a pris part aux travaux de la Conférence consultative annuelle des Secrétariats de la FSM et des UIS qui s'est déroulée à Prague les 22 et 23 janvier 1986. Le thème principal de cette conférence était lié, cette année, aux préparatifs du XIème Congrès syndical mondial qui aura lieu à Berlin /RDA/ du 16 au 22 septembre 1986.

Au cours des débats les membres du Secrétariat de l'UISTE ont pris la parole en indiquant aux participants quelle serait la contribution de l'UISTE aux préparatifs et à la tenue du XIème Congrès.

La Conférence a déclaré que le XIème Congrès syndical mondial et ses préparatifs offraient une excellente possibilité de promouvoir un dialogue véritable au sein du mouvement syndical mondial afin de trouver la meilleure façon d'organiser une action unitaire pour la défense des droits des travailleurs et de leurs intérêts.

La Conférence a estimé qu'il existait de nouvelles possibilités pour la promotion de l'unité d'action des travailleurs et des syndicats dans tous les pays ainsi qu'au niveau régional et international pour ce qui est des questions urgentes de la paix, de l'emploi, du développement économique et social, du défi de la nouvelle technologie et les droits syndicaux, ainsi que pour le renforcement de la solidarité internationale dans la lutte pour la défense de l'indépendance nationale, des libertés démocratiques et des droits de l'homme, contre le racisme et l'apartheid et contre l'impérialisme, le sionisme et le néo-colonialisme et les dictatures militaires. Ces aspects importants, a souligné la Conférence, constituent des questions-clé pour la discussion au XIème Congrès syndical mondial.

La Conférence a examiné les différentes initiatives avancées par la FSM et les UIS en vue de coordonner les actions syndicales contre la politique des monopoles financiers et des sociétés transnationales. Ont aussi été étudiés les meilleurs moyens d'enrichir et d'élargir ces activités, afin de promouvoir une discussion détaillée de ces questions au XIème Congrès syndical mondial.

La Conférence a réaffirmé la volonté de la FSM et des UIS, avec toutes les autres organisations professionnelles, régionales et internationales pour promouvoir l'action conjointe de tous les syndicats autour des célébrations du centenaire de la manifestation de Chicago Haymarket pour la journée du travail de huit heures /qui a conduit à l'observance du 1er Mai/ ainsi que des contributions syndicales efficaces dans le cadre de l'Année internationale de la paix.

La FSM et les UIS ont apprécié la nouvelle situation découlant du Sommet URSS-USA de Genève et la décision de poursuivre le dialogue en cours, dans le but d'améliorer la situation internationale. La Conférence a salué les récentes propositions globales soviétiques présentées par le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, pour l'abolition totale des armes nucléaires d'ici l'an 2000, l'extension du moratoire soviétique sur les essais nucléaires et autres initiatives réalistes. La FSM et les UIS appellent à l'organisation d'une campagne intensive exigeant que l'administration américaine examine d'urgence ces propositions, afin d'empêcher toute escalade de la course aux armements par la militarisation de l'espace, et pour assurer que l'Année internationale de la paix marque le début de la réalisation d'un plan global de désarmement nucléaire et pour stopper et inverser la course aux armements.

Ces mesures globales sont devenues maintenant un besoin urgent pour mettre fin au gaspillage des ressources, conséquence de la course aux armements et pour l'emploi de ces ressources à la solution des besoins les plus urgents, tels que la création d'emplois et la promotion d'un développement économique et social réel. La Conférence a souligné que les études effectuées par les organisations syndicales et autres instances ont clairement démontré qu'il existe une alternative de paix, notamment la reconversion de l'industrie militaire en une production pacifique civile, assurant ainsi un plus grand nombre d'emplois et la production de produits correspondant aux besoins de la population. Cette alternative de paix est le point central de la campagne lancée par les syndicats dans le cadre de l'Année internationale de la paix - la campagne pour la paix et l'emploi, parce que la paix est aussi un moyen de créer des emplois. Plus d'un milliard d'emplois doivent être créés d'ici l'an 2000. C'est pourquoi il est si urgent de trouver les ressources nécessaires à la création de ces emplois en utilisant toutes les ressources humaines en faveur du développement. Un programme pour la paix et le désarmement est donc un programme pour l'emploi et une vie meilleure.

Dans ce contexte, la Conférence soutient la convocation de la 2ème Conférence syndicale mondiale sur les aspects économiques et sociaux du désarmement qui doit se tenir à Dublin, les 12 et 13 mai 1986.

Les Secrétariats de la FSM et des UIS ont procédé à un échange de vues sur le développement futur des activités régionales, notamment pour le renforcement des actions de solidarité et de soutien aux luttes que mènent les travailleurs. Des mesures pour une amélioration de la coordination du travail et pour des actions communes dans ces domaines ainsi que dans le domaine de l'éducation ont été proposées à la Conférence.

RELATIONS BILATERALES

Création d'une nouvelle organisation syndicale régionale

A la fin de 1985, s'est réunie à Quito, capitale de l'Equateur, la Conférence constitutive des organisations des travailleurs de l'industrie électrique de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Les délégués de 13 pays: Equateur, Bolivie, Chili, Costa Rica, Colombie, République Dominicaine, Honduras, Mexique, Panama, Pérou, Porto Rico, Trinidad-Tobago et Vénézuëla, se sont réunis pour donner suite aux nombreuses consultations préalables qui ont abouti à la nécessité de créer une organisation régionale des travailleurs de l'énergie dont la situation économique et sociale est devenue insoutenable et déplorable.

"La nouvelle organisation "la FOSIELCA" prendra l'initiative d'unir les travailleurs de l'industrie électrique dans la lutte pour la défense de leurs intérêts de classe, pour la satisfaction de leurs besoins immédiats, pour un avenir meilleur, pour la garantie de la paix, pour assurer le respect universel des droits de l'homme, pour la démocratie et l'indépendance nationale et économique" - souligne-t-on dans le rapport principal présenté par la FEDELEC /Fédération unitaria de trabajadores de la industria electrica de Ecuador/, organisation hôte de la conférence.

Pour défendre en commun les intérêts des travailleurs du secteur énergétique, les organisations participantes ont créé une nouvelle organisation syndicale régionale dénommée: Fédération des organisations syndicales de l'industrie électrique de l'Amérique Latine et des Caraïbes /FOSIELCA/.

A la tête de la nouvelle organisation ont été élus à l'unanimité: le Mexique /président/, l'Equateur, le Panama, le Pérou, Cuba /vice-présidents/, le Mexique /secrétaire général/ et le Vénézuëla /secrétaire/.

Selon les documents adoptés, les portes sont ouvertes à toutes les autres organisations syndicales du continent latino-américain et des Caraïbes.

A titre d'observateur ont pris part à la conférence: la Fédération de l'énergie des Commissions ouvrières d'Espagne et le secrétaire de l'UIS des Travailleurs de l'Energie /FSM/ - Bohumir Bobák.



Echange d'expériences dans le domaine de l'émulation de travail

A l'invitation du Comité Central du Syndicat des Mineurs et de l'Energie de la RDA une délégation du Comité Central du Syndicat des Travailleurs des Centrales Electriques et de l'Industrie Electrotechnique de l'URSS, conduite par son Président Nikolaï Simotchatov a effectué une visite d'étude en RDA, début 1986.

Günther Wolf, membre du Présidium de FDGB et président du Comité Central du Syndicat des Mineurs et de l'Energie a informé les invités sur les démarches et initiatives du Syndicat, liées aux préparatifs du XIe Congrès de la SED et les tâches des organisations syndicales dans l'édification d'une société socialiste développée en RDA.

Pendant son séjour, la délégation a visité le Combinat Energétique d'Etat de lignite et le Combinat Energétique d'Etat à Berlin. Lors d'une rencontre avec les jeunes travailleurs de la centrale électrique de Jänschwalde, et lors des pourparlers avec les collectivités ouvrières et les militants syndicaux de ces entreprises un échange approfondi d'expérience dans le domaine de l'émulation socialiste a eu lieu.

Visite au siège de l'UIS

Le Secrétariat de l'UISTE a reçu à son siège à Varsovie le camarade Carlos Fraga, trésorier du Syndicat des travailleurs des industries urbaines de l'Etat de Pernambuco du Brésil qui séjournait en Pologne sur l'invitation du Syndicat polonais des travailleurs de l'énergie.

Les membres du Secrétariat lui ont fait part des dernières dispositions, adoptées par le Bureau de Paris, de la contribution de l'UIS aux préparatifs du XIe Congrès Syndical Mondial, des activités menées par l'Union Internationale en faveur de la paix et du désarmement ainsi que des perspectives de développement de celle-ci dans l'avenir.

A son tour, Carlos Fraga a informé le Secrétariat de la situation syndicale au Brésil, du processus démocratique qui s'y développe ces derniers temps et des activités de son syndicat qui regroupe les travailleurs de trois grandes entreprises énergétiques et des eaux au nombre de 8000 dont 6500 électriciens. Il a beaucoup apprécié le rôle que jouent les syndicats dans la gestion des affaires politiques et économiques en Pologne en parlant de ses impressions qu'il avait tirées des contacts avec les militants et responsables syndicaux au cours de son séjour.

Les deux parties ont convenu d'établir des contacts réguliers dans le domaine de l'information en prenant réciproquement un abonnement pour les organes de presse de leur ressort.

Pologne

Le 20 février 1986 la Fédération des syndicats des travailleurs des entreprises industrielles de l'énergie a tenu son 6 rassemblement syndical à Katowice - le plus grand centre industriel de Pologne. Presque 200 délégués et invités du pays y ont pris part. Parmi les invités y étaient présents le Vice-ministre des charbonnages et de l'énergie de Pologne et le secrétaire général de notre Union.

Le rassemblement avait un caractère particulier, à savoir: la remise solennelle de l'étendard à la direction de la Fédération et des distinctions de mérite aux syndiqués de la corporation. Les problèmes salariaux, de négociation collective et des activités syndicales ont été également débattus dans une ambiance syndicale et de prise de positions constructives et promettantes.

LUTTES REVENDICATIVES

Chili

Au Chili, l'énergie électrique est un service public directement contrôlé par le gouvernement Pinochet.

Depuis douze ans, la production et le transport d'électricité sont sous la houlette des militaires qui considèrent la production électrique comme un élément stratégique. La loi d'exception est en vigueur depuis. Il est interdit aux travailleurs toute participation à la grève et tout soutien aux manifestations.

Les organisations syndicales existantes ont été créées par les militaires. Même de droite, l'organisation par elle-même ne peut rien faire.

Cependant, malgré la répression et le contrôle militaire permanent, l'action clandestine est effective, notamment lors des grandes protestations où des coupures ont touché une grande partie du pays.

Il va sans dire qu'à l'issue de ces actions, les travailleurs concernés sont interrogés longuement et souvent emprisonnés. La répression au quotidien s'exerce au travers des comportements au travail. Aujourd'hui, le combat s'amplifie. La situation de la dictature va en se détériorant, les travailleurs chiliens montrent qu'ils sont fermement résolus à balayer l'équipe de Pinochet.

PAIX ET DESARMEMENT

Nouvelle initiative pacifique de l'Union Soviétique

L'UISTE a donné son plein appui au programme de liquidation complète des armes nucléaires et chimiques avant l'an 2000 dans la déclaration que nous publions ci-dessous.

Elle a demandé à ses organisations membres et amies de porter ce texte à la connaissance de ses affiliés lors des meetings et réunions syndicales et en la publiant dans la presse syndicale.

L'UISTE a appelé ses organisations à l'informer dans les plus brefs délais de toutes les mesures qu'elles jugeront utiles de prendre afin d'appuyer la démarche historique de l'Union Soviétique.

Les espoirs de l'humanité
pour un avenir pacifique
acquièrent une base solide
grâce aux nouvelles
propositions soviétiques

L'Union Soviétique a manifesté de nouveau et avec force sa volonté inébranlable pour la paix en prenant l'initiative de nouvelles propositions dans le domaine du désarmement.

Dans sa déclaration du 15 janvier 1986, le secrétaire général du CC du PCUS Mikhaïl Gorbatchev s'est prononcé en faveur de la liquidation complète des armes nucléaires jusqu'à l'an 2000, à condition que l'Union Soviétique et les Etats-Unis s'engagent mutuellement à ne pas créer et à ne pas déployer les armes cosmiques offensives.

Cette déclaration contient un programme sans précédent de destruction totale de ces armes, les plus meurtrières qui aient jamais existé dans l'histoire humaine, couvrant pratiquement tous les aspects de ce problème brûlant, les fusées de moyenne portée, installées en Europe, et les explosions nucléaires incluses. Le caractère d'envergure du programme est souligné encore davantage par la décision de l'Union Soviétique de prolonger de trois mois son propre moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires, qui a expiré le 31 décembre 1985.

Ce qui est aussi non moins important, c'est que l'Union Soviétique se déclare prête à accepter toutes les formes possibles de contrôle, y compris l'inspection sur place, en privant par conséquent les adversaires de la cessation de la course aux armements de leurs arguments préférés.

Dans ce programme, l'Union Soviétique se prononce également en faveur de la liquidation de l'arme chimique encore au cours de ce millénaire, de la réduction des armements classiques et des forces armées, notamment en Europe Centrale, pour les progrès rapides aux négociations de Genève sur les armes nucléaires et cosmiques.

La déclaration de Mikhaïl Gorbatchev trouve un soutien grandissant dans le monde entier. Elle fait naître l'espoir pour un avenir de paix chez les gens de tous les pays qui sont en droit de demander aux dirigeants des Etats-Unis que leur réponse soit adéquate à la proposition soviétique car il en dépendra des destinées des générations actuelles et futures des habitants de notre planète.

L'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs de l'Energie /FSM/ salue ardemment la nouvelle initiative soviétique dont la réalisation permettrait de libérer à jamais l'humanité de la menace nucléaire et de passer rapidement à la solution des problèmes globaux de notre siècle, celle de l'énergie entre autres.

L'Union Internationale appelle instamment les travailleurs de ses branches et leurs syndicats confrontés directement par leur travail de tous les jours aux problèmes énergétiques et à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, mais aussi, hélas, militaires, à appuyer cette initiative historique de l'Union Soviétique par tous les moyens disponibles en demandant notamment, à leurs gouvernements respectifs, d'exercer une pression sur celui des Etats-Unis afin qu'il donne les suites qui s'imposent aux nouvelles propositions soviétiques portant sur la liquidation complète des armes nucléaires et chimiques.

Faites adopter les pétitions, résolutions, messages et motions au cours des meetings et réunions syndicales et envoyez-les à la Maison Blanche, au Congrès américain, aux travailleurs des industries énergétiques aux Etats-Unis.

MESSAGES

Le message suivant a été envoyé de Paris le 8 février 1986 à Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique.

"Monsieur le Président,

Nous, les membres du Bureau de l'Union Internationale des Syndicats des Travailleurs de l'Energie /FSM/, réunis à Paris le 8 février 1986, tenons à vous exprimer notre profonde préoccupation en ce qui concerne la course aux armements nucléaires qui se poursuit et qui représente un fardeau excessif pour les travailleurs dans le monde entier.



notre inquiétude est d'autant plus grande que depuis quelques temps nous assistons à des tentatives du gouvernement américain de porter cette course dans l'espace dans le cadre de la prétendue "initiative de défense stratégique".

En tant qu'authentiques représentants des travailleurs dont le devoir suprême consiste à défendre, en toutes circonstances, les vies, intérêts et acquis sociaux de ceux-ci, nous nous prononçons résolument contre cette conception que certains veulent accréditer dans l'esprit des gens et selon laquelle il serait possible d'arriver à la liquidation complète des armes nucléaires par la mise au point d'armes tout à fait nouvelles en les déployant dans l'espace.

Nous sommes absolument convaincus qu'un tel calcul politique ne pourrait conduire ses partisans qu'à une erreur très grave et lourde de conséquences, car l'histoire de la course aux armements nous a appris à tous que toute arme nouvelle, au lieu de diminuer le danger pour l'humanité, l'augmentait.

Par contre, la récente proposition de l'Union Soviétique portant sur la liquidation complète des armes nucléaires avant l'an 2000 ouvre une voie réelle vers le désarmement définitif et contrôlé qui libérerait pour toujours l'humanité de la peur de l'anéantissement total.

Sa réalisation pratique permettrait à notre avis, de réduire, d'abord, et de mettre fin, ensuite, aux dépenses non-productives des ressources énergétiques, de les consacrer à la satisfaction des besoins socio-économiques urgents des travailleurs, à moderniser les industries énergétiques, à améliorer les conditions de travail et le bien-être des travailleurs de l'énergie et de leurs familles.

L'énergie nucléaire doit servir le progrès social et économique de l'humanité et non la perdre!

L'énergie nucléaire doit être utilisée afin de résoudre les problèmes aigus tels que le sous-développement, la famine, les maladies, l'analphabétisme, la protection de l'environnement, la dette extérieure croissante des pays en développement et non pour les perpétuer!

L'initiative soviétique a été accueillie favorablement dans le monde entier. Elle fait naître l'espoir pour l'avenir de paix chez les travailleurs de notre branche d'industrie également qui attendent que la réponse des dirigeants des Etats-Unis soit adéquate à la déclaration de Mikhaïl Gorbatchev, car en dépendront les destinées des générations actuelles et futures des habitants de notre planète.

Au nom de l'Union Internationale qui regroupe 6,4 millions d'adhérents sur tous les continents, nous vous appelons, Monsieur le Président, à donner les suites qui s'imposent à la proposi-

tion historique de l'Union Soviétique sur la liquidation complète des armes nucléaires et chimiques avant l'an 2000.

Avec l'espoir que notre message retiendra votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour les membres du Bureau de l'UIS des Travailleurs de l'Energie /FSM/ - Le Président, François Duteil".

Au sujet de la guerre iraco-iranienne



Devant la nouvelle recrudescence de la guerre entre l'Iraq et l'Iran qui met en péril la vie des milliers d'êtres humains et fait peser une grave menace pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans le monde, l'UISTE a adressé un message au Secrétaire général de l'ONU J. Perez de Cuellar en le priant "d'user de son autorité personnelle, des Statuts de l'ONU et du poids de celle-ci sur l'arène internationale afin de faire respecter les résolutions de l'ONU concernant le conflit iraco-iranien, d'obtenir sa cessation immédiate et l'ouverture des négociations pacifiques entre les deux belligérants.

Solidarité avec la DISK de Turquie

Le 15 janvier dernier le procès de la DISK est entré dans sa phase finale devant le tribunal militaire N° 2 d'Istanbul.

Comme on le sait, ce procès anti-syndical, un des plus grands et des plus longs dans l'histoire, a débuté le 24 décembre 1981, avec 52 accusés et 52 demandes de peine de mort. Ensuite, le nombre des accusés a atteint 1477, avec l'unification des procès contre les syndicats affiliés et des dirigeants de certaines organisations démocratiques en unité d'action avec la DISK, et celui des demandes de peine de mort 78.

A la 254ème audience du procès qui a eu lieu le 15 janvier 1986, le procureur militaire a commencé à donner lecture de son réquisitoire volumineux de 809 pages et à l'image de l'acte d'accusation. Bien qu'il ait retiré les demandes de peine de mort et se soit prononcé pour l'acquittement de 674 accusés, il a requis de lourdes peines de prison contre les dirigeants et militants de la DISK et ses 30 syndicats affiliés ainsi que contre les dirigeants de certaines organisations démocratiques en unité d'action avec ceux-ci: des peines allant de 10 ans et 8 mois à 20 ans d'emprisonnement contre 232 accusés /dont Abdullah Basturk et 61 dirigeants et collaborateurs de la Confédération/, de 6 ans et 8 mois à 16 ans d'emprisonnement contre 549 autres, sur le fondement du fameux article du code pénal turc, tiré en 1936 du code mussolinien. Le procureur a également demandé la dissolution de la DISK et ses syndicats affiliés.

L'accusation principale dirigée contre la DISK, à savoir le recours à des "actes terroristes" en tant qu'"organisation illégale fondée sur l'usage de la violence", s'est ainsi écroulée. Le procureur lui-même a été contraint de l'accepter et de retirer les demandes de peine de mort. C'est un recul marquant des meneurs de cette parodie de procès. Toutefois, il est évident que le procès est devenu beaucoup plus profondément politique. Autrement dit, son caractère politique et anti-syndical est maintenant beaucoup plus visible, compte tenu que les chefs d'accusation se fondent sur le code pénal turc.

Devant cette situation l'UISTE a protesté auprès du Président de la République turque, Kenan Evren, du Premier ministre Turgut Ozal et du Tribunal militaire en exigeant:

- l'acquittement de tous les inculpés et la fin des poursuites;
- la réouverture de la DISK et ses syndicats affiliés et la restitution de leurs biens de fonds;
- les garanties de retour au pays des syndicalistes en exil;
- le rétablissement des droits syndicaux et des libertés démocratiques en Turquie.

L'UISTE a adressé un message de solidarité à Abdullah Basturk, président de la DISK.

FAITS DIVERS

Mini-centrales un avenir assuré

A Vienne, lors de la conférence générale de l'agence internationale de l'énergie atomique, a été réaffirmé l'intérêt des réacteurs nucléaires de petite et moyenne taille.

Il apparaît ainsi qu'il existe un intérêt, tant du côté des acheteurs que des vendeurs, pour les réacteurs allant de 100 à 500 MW. Les auteurs de l'étude estiment qu'une centrale nucléaire de 300 MW est compétitive par rapport au thermique charbon. Plusieurs pays, en particulier l'Iraq, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, ont fait savoir, dans le cadre de la conférence, qu'ils envisageaient de recourir à de telles centrales.

Plusieurs pays, dont l'Inde, la Chine et les Etats-Unis se sont largement engagés dans la construction de petits réacteurs. Les réacteurs nucléaires de petite et moyenne taille constituent donc un débouché à l'exportation particulièrement intéressant.

L'Afrique face

aux compagnies pétrolières

L'Afrique attire beaucoup les compagnies pétrolières internationales. Le continent offre en effet l'avantage d'être encore très ouvert aux explorations. Bien des gisements pétrolifères sommeillent encore.

Très peu de gisements sont exploités par une seule compagnie. Des "pools" opèrent avec la participation le plus souvent de la compagnie nationale locale. Il faut donc distinguer entre la production "opérée", celle du gisement, et la production "nette", celle qui revient à chaque société participante. Il est ainsi très difficile d'établir un "classement" des sociétés pétrolières en Afrique. On relève cependant quatre ou cinq grandes sociétés internationales qui opèrent dans les pays du golfe de Guinée ou sur la côte Est, entre autres, l'Elf.

Pérou

Suite à la menace du président du Pérou d'adopter des mesures de nationalisation des compagnies pétrolières, l'Occidentale Petroleum a accepté l'augmentation de la taxe sur les profits payée au gouvernement qui passe de 41 à 68% et d'investir 200 millions de dollars pour l'exploration. En échange, elle préserve le droit de poursuivre ses opérations au Pérou.

DOSSIER

Le Syndicat soviétique des travailleurs de l'énergie et sa contribution à l'essor économique national

Le Syndicat soviétique des travailleurs de l'énergie réunit 3 millions 600 mille membres occupés dans la construction et l'exploitation de centrales thermiques, nucléaires, hydrauliques et autres, de même que desservant les lignes de transmission électrique de distribution et de chauffage. Les membres du syndicat travaillent dans la production des matériaux auxiliaires et de construction.

Les comités syndicaux participent à tous les niveaux à la préparation et à l'étude des plans d'activité pour les entreprises et la branche toute entière et réalisent le travail visant à la mobilisation des travailleurs pour leur accomplissement. Ils encouragent l'émulation socialiste, manifestant toujours un souci constant pour l'amélioration des conditions du travail,

des services et du repos des travailleurs. Ils défendent les droits et intérêts de ceux-ci, s'occupant du travail socio-culturel et d'éducation, attirant les travailleurs dans la gestion de la production et facilitant ainsi la réalisation de la compétence des collectifs de travail.

Plusieurs collectifs ont accompli avant terme leurs tâches pour l'année 1985 et pour le onzième quinquennat tout entier. On a mis en service de nouvelles capacités énergétiques; la production annuelle de l'énergie dans le pays a dépassé 1500 milliards KW/h, le salaire des travailleurs de l'énergie pour la même période a augmenté de 11,8%. Le budget pour les assurances sociales s'est élevé de 1,2 fois.

La tâche suprême de la stratégie économique du PCUS était et reste toujours l'essor continu du niveau matériel et culturel de la vie du peuple. La réalisation d'un tel objectif exige l'accélération du développement socio-économique du pays, l'intensification générale et l'élévation de l'efficacité de la production à la base du progrès scientifique et technique. Toutes ces questions sont étudiées dans les Grandes Options du développement économique et social de l'URSS pour 1986-1990 et jusqu'à l'an 2000.

Durant les trois quinquennats on devra élever le niveau des forces productives et des rapports de production. On prévoit de relever la productivité du travail de 2,5 fois, d'accroître la production industrielle de 2 fois au moins, d'augmenter les revenus réels par habitant de 1,8 fois, de mettre en exploitation des logements d'une superficie totale de 2 milliards de mètres carrés.

Dans le domaine énergétique on prévoit d'augmenter la production d'énergie en 1990 jusqu'à 1880 milliards de KW/h dont 390 milliards KW/h sur les centrales nucléaires, augmentant leur production pour l'année 200 de 5 à 7 fois.

La construction de puissantes centrales thermo-électriques brûlant du combustible organique et nucléaire assurera une centralisation plus poussée du ravitaillement en chaleur. On continuera à tisser le Réseau énergétique interconnecté du pays, reliant des secteurs entre eux par les lignes de 500, 750 et 1150 kV de courant alternatif et de 1500 kV en continu, ainsi qu'à créer des réseaux électriques de distribution.

